

Insee Conjoncture

Normandie



N° 8

Mai 2017

Le bilan économique

La reprise normande en retrait du niveau national

Comme chaque année, plusieurs services contribuant au système statistique public se sont associés pour présenter leur lecture économique de l'année 2016.

Piloté par l'Insee, le bilan a été réalisé en partenariat avec :

- le bureau de l'observation et des statistiques de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de Normandie ;
- le service régional de l'information statistique et économique (SRISE) de la direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF) de Normandie ;
- le service études statistiques et évaluation de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) de Normandie.

Qu'ils en soient tous ici vivement remerciés.

Harmonisé entre toutes les régions, ce document retrace l'année économique de la Normandie. Il est composé de chapitres thématiques, volontairement courts et synthétiques, ainsi que d'une synthèse.

Ces contributions interviennent de façon complémentaire et cohérente pour dresser un bilan économique d'une région normande qui renoue avec la reprise, mais moins fortement qu'au niveau national.

Bonne lecture.

Le Directeur régional de l'Institut national de la statistique et des études économiques
(INSEE) Normandie

Daniel Brondel



Sommaire

Contexte régional	2
La reprise normande en retrait au niveau national	
Emploi salarié	4
Légère croissance de l'emploi salarié portée par l'intérim	
Chômage	6
Première année de baisse du nombre de demandeurs d'emploi depuis neuf ans	
Démographie des entreprises	8
Reprise des créations d'entreprises et recul des défaillances en 2016	
Agriculture	10
Une agriculture en difficulté, affectée par une météo et des marchés défavorables	
Construction	12
Un optimisme de rigueur	
Tourisme	14
Recul de la fréquentation touristique étrangère	
Transport	16
Moins de marchandises mais plus de passagers dans les ports en 2016	
Définitions	18

Contexte régional

La reprise normande en retrait du niveau national

Jean-François Eudeline, Insee Normandie

Avec 2 280 salariés de plus, l'emploi du secteur marchand non agricole progresse pour la première fois en Normandie après quatre années consécutives de baisse. Cette progression de 0,3 % est toutefois la plus faible des régions métropolitaines, et sensiblement en retrait de la moyenne nationale (+ 1,2 %, cf. tableau). En Normandie, la hausse est essentiellement portée par l'intérim qui progresse très vivement (+ 12,4 %), comme au niveau national (+ 12,0 %). Hors intérim, l'emploi continue de se contracter (- 0,3 %).

Des pertes d'emplois dans l'industrie et la construction

Les emplois industriels continuent de subir des pertes (- 1,0 % contre - 0,8 % au niveau national), un rythme toutefois moindre que l'année précédente (- 1,5 % en 2015). Dans l'industrie, seul le secteur de fabrication des matériels de transports, qui bénéficie de la hausse des immatriculations de véhicules, gagne des emplois (+ 1,0 %), après quatre années de repli. En revanche, l'industrie agroalimentaire, très présente en Normandie, perd 1,5 % de ses emplois, contrastant ainsi avec l'évolution positive au niveau national (+ 0,7 %).

Dans la construction, malgré les signes positifs de l'activité, l'emploi baisse fortement de 2,6 % en 2016, nettement plus qu'au niveau national (- 0,8 %). L'emploi du secteur marchand hors intérim progresse plus lentement qu'au niveau national (+ 0,4 % contre + 1,4 %). Il stagne dans le

commerce (- 0,1 %) et ralentit dans les services (+ 0,6 % après + 0,9 % en 2015).

Baisse du chômage des jeunes et de longue durée

Le taux de chômage au sens du BIT s'élève à 9,9 % au 4^e trimestre 2016 (9,7 % au niveau national) et recule 0,3 point sur un an, une baisse légèrement plus marquée qu'au niveau national (- 0,2 point). Fin 2016, 288 500 demandeurs de catégories A, B ou C sont inscrits à Pôle emploi, en baisse de 0,8 % sur un an, pour la première fois depuis 2007. Le recul est plus important pour la seule catégorie A des demandeurs d'emploi sans aucune activité (- 4,2 %). Comme en France métropolitaine, ce sont les jeunes demandeurs d'emploi de moins de 25 ans qui bénéficient en premier lieu de cette baisse (- 6,5 % en catégorie A, B ou C). En revanche le nombre de demandeurs d'emploi de 50 ans ou plus reste en hausse en 2016 (+ 3,9 % en catégories A, B ou C). La situation des femmes évolue aussi plus défavorablement que celle des hommes. Le nombre de demandeurs d'emploi depuis plus d'un an est en repli de 2,4 %. La situation continue cependant de se dégrader pour les chômeurs de très longue durée.

En 2016, les créations d'entreprises augmentent de 4,7 %, avec 18 000 créations, une hausse légèrement inférieure à la France métropolitaine (+ 5,6 %). Les créations de sociétés reprennent de la vigueur (+ 10,2 %) et celles d'entreprises individuelles

continuent de croître (+ 10,0 %). Les immatriculations de micro-entrepreneurs, quant à elles, diminuent légèrement (- 3,6 %). Les secteurs de l'industrie (+ 10,6 %) et des services aux entreprises (+ 8 %) sont les plus dynamiques. En revanche, le nombre de créations d'entreprises de construction continue de diminuer (- 3,4 %). Les défaillances d'entreprises diminuent de 9,9 % en 2016, après cinq années de hausse.

De meilleures perspectives dans la construction

Pour la deuxième année consécutive, le nombre d'autorisations de construire des logements augmente (+ 13 % après + 5 % en 2015), une tendance en phase avec l'évolution nationale. Les mises en chantiers, en baisse depuis 2011, se sont stabilisées en 2016. Ce regain de dynamisme s'observe aussi dans la promotion immobilière qui confirme l'embellie de 2015, avec des ventes qui augmentent de 29 %. Les surfaces de locaux autorisées sont en hausse de 23 % en 2016, ce qui laisse présager un rebond de l'activité en 2017.

Le secteur du transport de marchandises est affecté en 2016 par la baisse du trafic des hydrocarbures et de céréales. Ainsi, le trafic diminue dans les ports normands. Le transport de passagers se porte mieux et la fréquentation des aéroports normand est stable.

Le secteur agricole souffre en 2016 des aléas climatiques et des marchés saturés. La récolte de céréales est mauvaise en France et les prix restent bas. Cependant, 2016 est une bonne année pour les producteurs de porcs, de pommes de terre et de betteraves et la sortie de crise s'amorce au second semestre pour les producteurs de lait.

Les risques d'attentats et la météo maussade en début d'année ont pénalisé la fréquentation touristique de la région en 2016. Le nombre de nuitées baisse de 1,7 % sur un an. La situation s'améliore toutefois en fin d'année. Cette désaffection vient surtout de la clientèle étrangère (- 3,6 % en hôtel et - 11,9 % en camping). La clientèle française est en repli également dans les campings (- 4,5 %) mais augmente sa fréquentation des hôtels (+ 2,3 %), grâce notamment au tourisme d'affaires. ■

1 Tableau de bord de l'année 2016 en Normandie

	Normandie		France métropolitaine	
	2016	Évolution 2016/2015 (en %)	2016	Évolution 2016/2015 (en %)
Emploi salarié du secteur marchand non agricole (*) au 4 ^e trimestre 2016	726 077	+ 0,3	16 175	+ 1,2
dont				
industrie	195 571	- 1,0	3 104	- 0,8
construction	70 157	- 2,6	1 306	- 0,8
tertiaire marchand	460 349	+ 1,3	11 765	+ 1,9
dont commerce	137 898	- 0,1	3 052	+ 0,7
dont intérim	40 551	+ 12,4	653	+ 12,0
Taux de chômage localisé au quatrième trimestre 2016 (p)	9,9%	- 0,3 pt	9,7%	- 0,2 pt
Demandeurs d'emploi de catégorie A (en milliers)	174,0	- 4,2	3 530	- 3,0
Créations d'entreprises (y-c micro-entreprises)	18 112	+ 4,7	538 338	+ 5,6
Logements commencés	13 900	- 0,7	364 600	+ 12,3
Logements autorisés	17 500	+ 13,0	437 800	+ 14,8
Tourisme – Nuitées en hôtels (en milliers)	7 582	+ 0,9	200 089	- 1,0
Tourisme – Nuitées en camping (en milliers)	3 108	- 7,6	112 166	- 0,6

* Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs
(p) données provisoires

Source : Insee, Direccte, Pôle emploi, Dreal

Contexte national

L'économie française accélère à peine en 2016

Clément Bortoli, Division Synthèse conjoncturelle

La reprise se confirme dans la zone euro

En 2016, l'activité mondiale augmente à un rythme presque identique à celui des années précédentes : + 3,0 % après + 3,1 % en 2015 et + 3,4 % en 2014.

L'activité reprend quelques couleurs dans les pays émergents après un fort ralentissement l'année passée : la croissance économique chinoise se stabilise, après cinq années de diminution, et l'activité se contracte moins fortement qu'en 2015 chez les grands exportateurs de matières premières que sont le Brésil et la Russie.

Dans les économies avancées, l'activité ralentit (+ 1,7 % après + 2,0 % en 2015) essentiellement du fait des États-Unis (+ 1,6 % après + 2,6 %) où la demande des entreprises s'infléchit nettement, notamment dans le secteur minier. La croissance britannique reste allante, un peu moins toutefois que l'année précédente (+ 1,8 % après + 2,2 %). Dans la zone euro, la reprise se confirme : + 1,6 % après + 1,5 %.

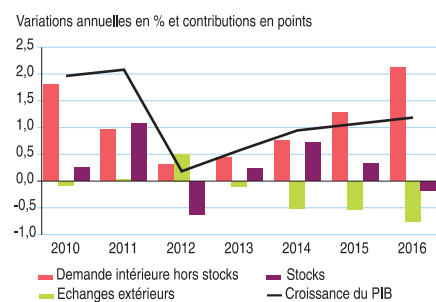
Plusieurs facteurs externes favorisent l'activité européenne. D'une part, la baisse des cours du pétrole et des autres matières premières, entamée en 2015, se prolonge en 2016, ce qui soutient le pouvoir d'achat des ménages, et donc leur consommation. D'autre part, la politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE) reste accommodante en maintenant les taux d'intérêt à un niveau faible et en soutenant la reprise du crédit aux entreprises, ce qui favorise leur investissement.

Les disparités de croissance demeurent : elle est plus soutenue en Espagne et en Allemagne qu'en France et en Italie. Au total, le commerce mondial ralentit en 2016, à + 1,5 %, soit sa plus faible croissance depuis 2009, essentiellement du fait de l'atonie persistante des importations émergentes et du ralentissement américain.

L'économie française accélère à peine en 2016

Dans le mouvement européen, la croissance française s'élève légèrement : le PIB progresse de 1,2 % en volume, après + 1,1 % en 2015. Il s'agit de la plus forte croissance depuis 2011 (*graphique 1*).

1 Le dynamisme de la demande intérieure est quasiment compensé par le commerce extérieur et le comportement de stockage des entreprises



La demande intérieure hors stocks accélère nettement (contribution de + 2,1 points à la croissance du PIB en 2016 contre + 1,3 point en 2015), portée par les ménages : leur consommation gagne en dynamisme (+ 2,3 % après + 1,4 %), dans le sillage de leur pouvoir d'achat, et leur investissement rebondit après plusieurs années de repli (+ 2,4 % après - 2,1 %).

Du côté de la demande publique, la consommation des administrations accélère légèrement (+ 1,3 % après + 1,1 %) tandis que leur investissement cesse quasiment de diminuer (- 0,1 % après - 3,0 %). Enfin, l'investissement des entreprises non financières accélère un peu plus encore (+ 3,6 % après + 3,1 %).

En revanche, le comportement de stockage des entreprises se retourne (contribuant pour - 0,2 point à la croissance annuelle, après + 0,3 point en 2015) et le commerce extérieur pèse davantage sur la croissance

qu'en 2015 (- 0,8 point contre - 0,5 point) : en effet, les exportations ralentissent fortement alors que les importations gardent un rythme soutenu.

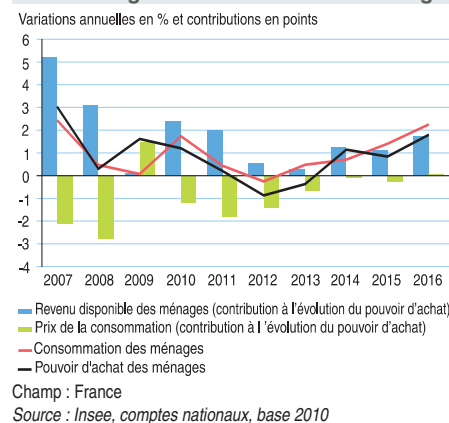
L'emploi total accélère

L'emploi total accélère : + 218 000 sur un an fin 2016, après + 118 000 un an auparavant. Il est porté par l'emploi salarié marchand non agricole (+ 193 000 après + 100 000) qui bénéficie de la légère accélération de l'activité marchande et des dispositifs de baisse du coût du travail qui enrichissent la croissance en emploi. Ainsi, le taux de chômage en France entière continue de baisser modérément, passant de 10,2 % fin 2015 à 10,0 % fin 2016.

Le pouvoir d'achat des ménages accélère nettement

En moyenne annuelle, les prix de la consommation se replient légèrement en 2016 (- 0,1 % après + 0,3 %), tandis que le revenu disponible des ménages accélère (+ 1,7 % après + 1,1 %). Ainsi, le pouvoir d'achat des ménages gagne de la vigueur (+ 1,8 % après + 0,8 %), retrouvant une croissance inédite depuis 2007 (*graphique 2*). ■

2 Le regain de pouvoir d'achat a permis aux ménages de consommer davantage



Emploi salarié

Légère croissance de l'emploi salarié portée par l'intérim

En 2016, l'emploi salarié progresse dans toutes les régions de France métropolitaine pour la première fois depuis 2007. La Normandie connaît la progression la plus faible. Dans la région, l'intérim croît autant qu'au niveau national, mais le tertiaire hors intérim est moins dynamique. De plus, même si les pertes s'atténuent dans l'industrie et la construction, elles restent relativement élevées. Tous les départements normands connaissent une embellie de l'emploi salarié, sauf l'Eure, où l'intérim est moins dynamique.

Étienne Silvestre, Insee Normandie

En 2016, l'emploi salarié progresse de 0,3 % en Normandie (2 280 salariés de plus), après quatre années de baisse. Dans les autres régions métropolitaines néanmoins, la hausse est plus prononcée (+ 1,2 % au niveau national, après + 0,6 % en 2015, *figure 1*). La hausse est essentiellement portée par l'intérim qui progresse très vivement (+ 12,4 %). Hors intérim, l'emploi salarié continue en revanche de se contracter (- 0,3 %). Il continue de reculer dans l'industrie et la construction, même si ces pertes s'atténuent. De plus, la croissance du tertiaire marchand hors intérim ralentit.

La baisse de l'emploi s'infléchit dans la construction et l'industrie

La construction continue de perdre des emplois (*figure 2*). Le secteur perd 1 860 salariés en 2016 (- 2,6 % contre - 0,8 % au niveau national). Les pertes s'atténuent toutefois (- 3,4 % en 2015), car la demande adressée à ce secteur augmente nettement. En effet, le nombre de logements autorisés croît à nouveau (+ 13,5 %), et la surface des locaux professionnels autorisés fait enfin de même (+ 30,0 %), après quatre années moroses.

L'industrie perd 1 880 salariés (- 1,0 %), un recul également plus important qu'au niveau national (- 0,8 %, *figure 3*). Comme dans la construction néanmoins, la baisse ralentit (- 1,5 % en 2015). Les biens

d'équipement (- 2,0 %) et les autres secteurs industriels (- 1,2 %) perdent moins d'emplois. Enfin, le secteur de fabrication de matériels de transport connaît un regain d'emploi (+ 1,0 %) après quatre années de repli (- 3,1 % en 2015). Le secteur profite ainsi de la hausse de la demande (+ 5,2 % pour les immatriculations de véhicules neufs au niveau national).

L'emploi tertiaire ralentit, mais l'intérim augmente fortement

En 2016, le secteur tertiaire marchand hors intérim gagne 1 530 salariés en Normandie (+ 0,4 %), une progression moins élevée que dans les autres régions métropolitaines (+ 1,4 % au niveau national). L'emploi salarié stagne dans le commerce, et ralentit dans les services marchands (+ 0,6 % après + 0,9 % en 2015). Les services aux ménages restent bien orientés (+ 1,7 %). La logistique, l'information-communication, et les activités immobilières se redressent, après plusieurs années de baisse. Néanmoins, la croissance des effectifs fléchit nettement dans l'hébergement-restauration (+ 0,9 % après + 1,9 % en 2015) comme dans les services aux entreprises (+ 0,6 % après + 2,1 %).

L'intérim normand progresse pour la quatrième année consécutive (*figure 4*). La hausse est particulièrement forte en 2016, avec 4 500 intérimaires de plus (+ 12,4 %).

L'amélioration s'observe également en France métropolitaine (+ 12,0 %), attestant d'une amélioration de la conjoncture. Les entreprises ont en effet fréquemment recours au travail temporaire quand leur activité progresse, particulièrement dans l'industrie et la construction.

L'intérim augmente moins dans l'Eure et la Manche

En 2016, l'emploi salarié est en retrait de 0,6 % dans l'Eure et progresse dans les autres départements normands, de 0,4 % dans la Seine-Maritime à 0,7 % dans le Calvados (*figure 5*). Ces évolutions sont plus favorables qu'en 2015, sauf dans le Calvados où la hausse s'atténue légèrement.

Dans la Seine-Maritime et le Calvados, l'intérim croît de plus de 15 %, et le tertiaire hors intérim s'améliore également. Cependant, les deux départements perdent des emplois dans l'industrie et la construction, en particulier la Seine-Maritime. Dans l'Eure et la Manche, l'intérim s'améliore sensiblement moins que dans le reste de la Normandie (respectivement + 5,9 % et + 2,2 %). Les pertes d'emploi dans la construction sont particulièrement importantes dans l'Eure (- 4,3 %). Dans l'Orne, l'intérim connaît sa plus forte hausse (+ 20,9 %) mais l'emploi salarié dans la construction baisse sensiblement (- 2,7 %). ■

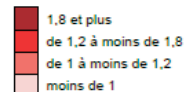
Pour en savoir plus

- Bigot (Isabelle), Comte-Trotet (Valérie), Fichot (Catherine), Levouin (Caroline), Moisan (Michel), Silvestre (Étienne) et Sueur (Catherine), "La Normandie à travers la crise", *Insee Dossier Normandie*, n° 2, novembre 2016, 28 p

1 Évolution régionale de l'emploi salarié

France métropolitaine : 1,2 %

Glissement annuel 2016-2015 (en %)



©IGN-Insee 2017

Notes : données CVS

Champ : France métropolitaine. Emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs

Source : Insee, estimations d'emploi.

3 Emploi salarié des secteurs principalement marchands

en %	Secteur d'activité - NAF rév. 2, 2008	2016 T4 (en milliers)	Glissement annuel	Glissement annuel moyen 2015/2010 (1)	
		Normandie	Normandie	France métropolitaine	Normandie
	Industrie	195,6	-1,0	-0,8	-1,1
	Industrie agro-alimentaire	34,0	-1,5	+0,7	-0,1
	Energie, eau, déchets, cokéfaction et raffinage	22,0	-0,2	-1,6	-0,3
	Biens	20,9	-2,0	-2,0	-1,5
	d'équipement	25,0	+1,0	-1,1	-2,6
	Matériels de transport				-0,7
	Autres branches industrielles	93,6	-1,2	-0,7	-1,2
	Construction	70,2	-2,6	-0,8	-2,8
	Tertiaire marchand	460,3	+1,3	+2,0	+0,1
	Commerce	137,9	-0,1	+0,7	-0,3
	Transports	68,1	+0,4	+0,8	-0,4
	Hébergement - restauration	39,1	+0,9	+2,1	+0,8
	Information - communication	11,5	0,0	+3,1	-1,1
	Services financiers	29,1	-0,5	+1,0	-0,2
	Services immobiliers	9,8	+0,5	+0,7	-1,1
	Services aux entreprises	85,1	+0,6	+2,1	+1,4
	Services aux ménages	39,2	+1,7	+1,9	+0,2
	Intérim	40,6	+12,4	+12,0	-0,4
	Total	726,1	+0,3	+1,2	-0,6

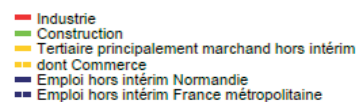
Notes : données CVS. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

(1) : glissement annuel qu'aurait connu l'emploi salarié du secteur, si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée.

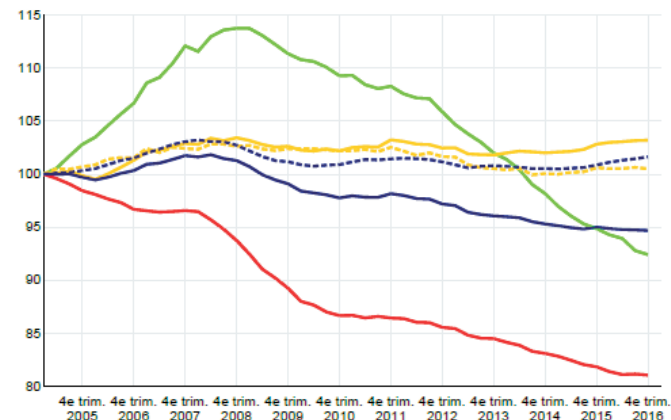
Champ : emploi intérimaire en fin de trimestre.

Source : Insee, estimations d'emploi.

2 Évolution trimestrielle de l'emploi salarié des secteurs principalement marchands dans la région Normandie



en indice base 100 au 2005 T1



Notes : données CVS. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

Source : Insee, estimations d'emploi.

4 Évolution trimestrielle de l'emploi intérimaire

Normandie France métropolitaine

en indice base 100 au 2005 T1



Notes : données CVS. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

Source : Insee, estimations d'emploi.

5 Emploi salarié par département et par secteur

en %	2016 T4 (en milliers)	Glissement annuel					
		Industrie	Construction	Tertiaire marchand	dont Commerce	dont Intérim	Total
Calvados	158,1	-1,2	-1,9	+1,5	+0,4	+15,2	+0,7
Eure	110,2	-1,5	-4,3	+0,6	-0,9	+5,9	-0,6
Manche	100,9	+0,8	-2,3	+0,9	-0,2	+2,2	+0,5
Orne	55,3	+0,1	-2,7	+1,5	-1,1	+20,9	+0,6
Seine-Maritime	301,6	-1,6	-2,4	+1,5	+0,1	+15,9	+0,4
Normandie	726,1	-1,0	-2,6	+1,3	-0,1	+12,4	+0,3

Notes : données CVS. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

Source : Insee, estimations d'emploi.

Chômage

Première année de baisse du nombre de demandeurs d'emploi depuis neuf ans

En 2016, le nombre de demandeurs d'emploi a cessé de progresser en Normandie comme au niveau national. Il faut remonter à 2007 pour constater un recul annuel. Les seniors n'ont pas profité de cette amélioration du marché du travail. Ce sont les jeunes et les chômeurs de longue durée qui en ont le plus bénéficié. Le taux de chômage normand finit l'année 2016 sous les 10 % et proche du taux national. L'apprentissage est reparti à la hausse.

Damien Barthélémy, Direccte Normandie

Fin 2016, 288 500 demandeurs d'emploi immédiatement disponibles sont inscrits à Pôle emploi en Normandie (catégories A, B, ou C), dont 174 000 n'avaient exercé aucune activité au cours du mois de décembre 2016 (catégorie A). La demande d'emploi de catégories A, B, ou C régresse dans la région (- 0,8 %), pour la première fois depuis l'année 2007. Le nombre de personnes inscrites dans la seule catégorie A diminue plus nettement de 4,2 %. Ce nombre connaît lui aussi une première baisse annuelle après huit ans de hausse. Par rapport à la France métropolitaine, la baisse est plus marquée en Normandie que ce soit pour la catégorie A ou pour l'ensemble des catégories A, B, ou C.

En 2016, le recul est de 2 500 personnes. Le nombre de demandeurs ayant eu une activité professionnelle au cours du mois de décembre (catégories B ou C) est en hausse sur un an de 5 100, tandis que les demandeurs sans aucune activité (catégorie A) sont 7 600 de moins.

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, ou C diminue dans les cinq départements normands. Trois départements enregistrent une baisse supérieure à la moyenne régionale : l'Orne (- 1,7 %), la Manche (- 1,6 %) et le Calvados (- 1,6 %). La Seine-Maritime (- 0,1 %) et l'Eure (- 0,7 %) connaissent un repli plus modéré. Parmi ces demandeurs d'emploi, ceux inscrits en catégorie A baissent dans les cinq départements, de 6,1 % dans la Manche à 3,0 % en Seine-Maritime.

Pas de retournement de tendance pour les seniors

En Normandie, la demande d'emploi des jeunes de moins de 25 ans est en baisse sur 2016 pour les catégories A, B ou C (- 6,5 %

contre - 6,3 % en France métropolitaine) et recule plus nettement de 9,3 % pour la catégorie A (- 8,7 % au niveau national). Le nombre de jeunes inscrits à Pôle emploi en décembre 2016 est équivalent à celui de décembre 2011. Ils ne représentent plus qu'un demandeur sur six.

Le nombre de 50 ans ou plus est toujours en hausse en 2016 (+ 3,9 % en Normandie en catégories A, B, ou C, et + 0,9 % en catégorie A), sous l'effet du recul de l'âge de la retraite, de l'arrivée de classes d'âge plus nombreuses et surtout d'une conjoncture économique défavorable.

Quelle que soit la tranche d'âge, la situation des femmes évolue moins favorablement que celle des hommes, avec un écart d'environ deux points sur l'évolution annuelle de la demande d'emploi en catégories A, B, ou C. Les femmes représentent désormais 50,9 % des inscrits.

Le chômage de longue durée est en recul

Le chômage de longue durée est en repli de 2,4 % sur l'année 2016. Les demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an représentent 46,3 % de l'effectif de la catégorie A, B, ou C dans la région (43,8 % en France métropolitaine). Comme les années précédentes, le chômage de courte durée (moins d'un an) croît en 2016 mais faiblement (+ 0,5 %). Pour les inscrits les plus anciens, la situation ne s'améliore pas. Fin décembre 2016, 16,8 % des demandeurs d'emploi sont inscrits à Pôle emploi depuis plus de trois ans. Cette part ne cesse de progresser depuis huit ans.

Les emplois aidés favorisent l'accès ou le retour à l'emploi des publics confrontés à des difficultés d'insertion sociale et professionnelle. En 2016, 22 500 personnes bénéficient d'un contrat aidé dans la région, en contrat unique d'insertion ou en emploi d'avenir. Ces

deux dispositifs ciblent en particulier le public jeune, senior, les demandeurs d'emploi de longue durée, les travailleurs handicapés et les bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active. Par ailleurs, plus de 15 000 jeunes sont entrés en contrat d'apprentissage en 2016, dont 400 dans le secteur public.

Un taux de chômage inférieur à 10% fin 2016

Le taux de chômage normand au sens du BIT s'élève à 9,9 % au 4^e trimestre 2016 (9,7 % au niveau national) et recule de 0,3 point sur un an. Il est inférieur à 10 % pour la première fois depuis le 3^e trimestre 2012. Les évolutions annuelles par département varient entre un repli de 0,5 point dans le Calvados à une légère baisse de 0,1 point en Seine-Maritime. Les départements les plus touchés par le chômage sont la Seine-Maritime (11,1 %) et l'Eure (10,3 %).

La Normandie affiche le 5^e taux de chômage le plus élevé des 13 régions de France métropolitaine, la région Hauts-de-France est la plus touchée, avec 12,1 % et la région Pays de la Loire la plus épargnée, avec 8,3 %.

Moins de demande d'activité partielle en 2016

Le recours à l'activité partielle est un dispositif permettant de préserver l'emploi dans un contexte économique difficile. Près de 7 700 000 heures d'activité partielle sont autorisées par la Direccte en 2016, volume en baisse de 11 % par rapport à 2015 mais plus élevé qu'en 2013 et 2014 (respectivement 7,1 et 6,9 millions d'heures autorisées). Sur ces heures autorisées, seules 20,4 % ont été réellement consommées par les entreprises de la région en 2016. L'entrepôt et services auxiliaires des transports, les travaux de construction spécialisés et la métallurgie sont les trois principaux secteurs concernés. ■

Pour en savoir plus

• <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2122336>, tableau de bord de la conjoncture régionale

Chômage

1 Demandeurs d'emploi en fin de mois en Normandie

	Demandeurs d'emploi au 31/12/2016 (en milliers)		Évolution 2016/2015 (en %) (1)	
	Catégories A, B, C	Catégorie A	Catégories A, B, C	Catégorie A
	A, B, C	A	A, B, C	A
Hommes	141,5	92,7	-1,9	-5,3
Femmes	146,9	81,4	+0,3	-2,8
Moins de 25 ans	48,9	29,6	-6,5	-9,3
25 à 49 ans	172,1	100,4	-0,9	-4,7
50 ans ou plus	67,4	44,1	+3,9	+0,9
Inscrits depuis un an ou plus	133,4	nd	-2,4	nd
Normandie	288,5	174	-0,8	-4,2
France métropolitaine	5 546,70	3 529,60	-0,1	-3

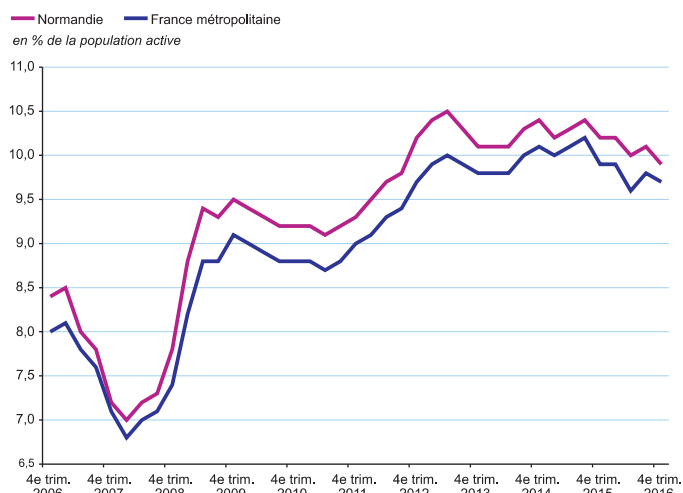
nd : données non disponibles

(1) : évolution de l'indicateur entre le 31/12/2015 et le 31/12/2016

Note : données brutes.

Sources : Pôle emploi ; DARES.

2 Taux de chômage localisés trimestriels



Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé

3 Principales politiques d'aide à l'emploi en 2016

Entrées dans les principaux dispositifs	Calvados	Eure	Manche	Orne	Seine Maritime	Normandie		France métropolitaine	
						Effectif	Évolution sur un an (en %)	Effectif	Évolution sur un an (en %)
Emploi marchand aidé									
Contrat d'apprentissage	2698	2 640	2 651	1 344	5 561	14 894	+ 3,7	271 983	+ 1,6
Nacre *	158	136	109	48	243	694	- 2,8	11 645	- 8,9
CUI-CIE	571	363	494	246	1 256	2 930	- 40,9	71 745	- 21,6
Emploi d'avenir	125	177	138	69	388	897	- 17,6	14 840	- 21,9
Autres exonérations	12	13	6	86	37	154	- 38,6	4 004	- 43,6
Emploi non marchand aidé									
CUI-CAE	2957	2 836	2 155	1 187	6 552	15 687	+ 4,2	273 066	+ 9,2
Emploi d'avenir	544	419	336	300	1 434	3 033	+ 3,8	52 230	- 3,2
Contrat d'apprentissage dans le secteur public	104	46	35	23	196	404	+ 10,1	12 817	+ 20,9
Accompagnement des jeunes									
CIVIS - 1ères entrées *	615	1 002	334	179	1 570	3 700	- 30,9	58 919	- 32,5
Accompagnement des licenciements économiques									
Contrat de sécurisation professionnelle **	530	535	287	212	911	2 475	- 25,7	48 262	- 14,9

* Données disponibles de Janvier à Septembre uniquement ; l'évolution sur 1 an est calculée à partir de ce cumul

** Données disponibles de Janvier à Juin uniquement ; l'évolution sur 1 an est calculée à partir de ce cumul

Sources : Dares, ASP, Pôle emploi, DGEFP

4 Taux de chômage localisés trimestriels

	2015 T1	2016 T1	2016 T2	2016 T3	2016 T4	Évolution 2016T4/2015T4 (en points de %)
Calvados	9,7	9,7	9,3	9,4	9,2	- 0,5
Eure	10,5	10,5	10,2	10,4	10,3	- 0,2
Manche	8,3	8,3	8,0	8,1	8,0	- 0,3
Orne	9,5	9,5	9,2	9,3	9,1	- 0,4
Seine-Maritime	11,2	11,3	11,2	11,2	11,1	- 0,1
Normandie	10,2	10,2	10,0	10,1	9,9	- 0,3
France métropolitaine	9,9	9,9	9,6	9,8	9,7	- 0,2

mise à jour : 6 avril 2017

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé

Démographie d'entreprise

Reprise des créations d'entreprises et recul des défaillances en 2016

Le nombre de créations de sociétés et d'entreprises individuelles hors micro-entrepreneurs s'accroît. En revanche, le régime de la micro-entreprise est en repli pour la deuxième année consécutive. Les créations d'entreprises augmentent dans l'industrie et le tertiaire mais le recul se poursuit dans la construction. En 2016, le nombre de défaillances d'entreprises diminue, cette amélioration profitant à l'ensemble des secteurs d'activité.

Catherine Sueur, Insee Normandie

En 2016, avec 18 000 entreprises créées, le nombre de créations augmente de 4,7 % en Normandie. Cette hausse est légèrement inférieure à celle constatée en France métropolitaine (+ 5,6 %).

Quatre entreprises sur cinq sont créées dans le tertiaire (*figure 1*). Les immatriculations de micro-entrepreneurs sont majoritaires dans les services tandis que les créations de sociétés sont davantage représentées dans le secteur regroupant le commerce, le transport, l'hébergement et la restauration. Moins nombreux dans la construction et l'industrie, les nouveaux entrepreneurs privilégient alors l'entreprise individuelle traditionnelle.

Les créations progressent hors micro-entreprises

Les créations de sociétés (*figure 2*) reprennent de la vigueur (+ 10,2 %), après une année 2015 relativement atone. Cette augmentation concerne l'ensemble des secteurs d'activité. Le commerce-transport-hébergement-restauration notamment, contribue pour moitié à la hausse. Les créations de sociétés augmentent particulièrement dans le département de l'Eure (+ 19,8 %), mais elles diminuent dans celui de l'Orne (- 2,6 %, *figure 3*).

Les créations d'entreprises individuelles hors micro-entrepreneurs augmentent de 10 %. Cette croissance est moins soutenue qu'en 2015 (+ 25,5 %). Les activités de services contribuent le plus à la hausse. En revanche, ces créations fléchissent légèrement de 1,2 % dans le commerce-

transport-hébergement-restauration. Les immatriculations de micro-entrepreneurs diminuent (- 3,6 %), à un rythme cependant nettement plus faible qu'en 2015 (- 31,2 %). Ce recul fait suite à la réforme de décembre 2014, remplaçant le régime d'auto-entrepreneur par celui de micro-entrepreneur (nouvelles dispositions de la loi Pinel s'appliquant au régime de l'auto-entrepreneur, et rendant l'inscription au registre de la Chambre de commerce obligatoire). Le secteur de la construction est le plus touché par la baisse (- 30,1 %, après - 32,9 % en 2015). Néanmoins, les immatriculations se développent dans les services aux entreprises (+ 2,6 %).

Au niveau départemental, le Calvados se démarque avec d'une part une diminution globale des créations d'entreprises individuelles hors micro-entrepreneurs (- 2,3 %), et d'autre part une augmentation des immatriculations de micro-entreprises (+ 5,5 %).

Forte croissance des créations dans l'industrie et les services

En Normandie, les créations d'entreprises progressent le plus dans l'industrie (+ 10,6 %). Cet accroissement, nettement supérieur à celui de la France métropolitaine (+ 2,0 %), est porté principalement par les départements du Calvados et de la Manche où la hausse dépasse les 20 %. A contrario, ces créations diminuent dans l'Eure (- 4,2 %) et dans l'Orne (- 2,2 %). Dans les services aux entreprises, l'augmentation est similaire à celle de la France

métropolitaine (+ 8 %). Elle est toutefois nettement plus soutenue dans le département de l'Eure (+ 15,5 %). La progression est plus modérée dans les services aux particuliers (+ 5,2 %) mais deux fois plus élevée qu'en France métropolitaine. Cette avancée concerne l'ensemble des départements normands.

En revanche, les créations diminuent dans le secteur de la construction (- 3,4 %), en raison du recul des immatriculations de micro-entreprises. Le département de la Manche fait exception, enregistrant une hausse de 17,1 % dans ce secteur.

Recul des défaillances d'entreprises

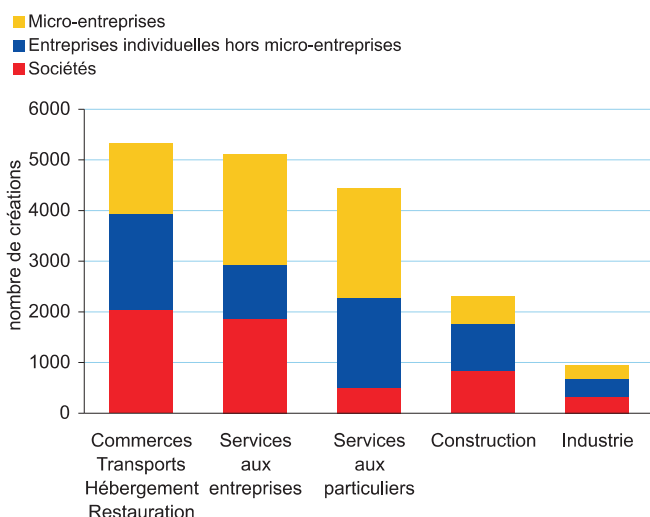
En Normandie, les défaillances d'entreprises diminuent de 9,9 % en 2016, après cinq années de hausse (*figure 4*). Cette baisse atteint 8,1 % en France métropolitaine. En 2016, 2 570 entreprises font l'objet d'une procédure de redressement judiciaire en Normandie. Le recul des défaillances bénéficie à l'ensemble des départements normands. Il est plus prononcé dans la Manche (- 29,1 %) et dans l'Orne (- 23,3 %).

L'ensemble des secteurs d'activité est concerné par ce recul (*figure 5*). Il est cependant plus marqué dans la construction (- 18,6 %) comme en France métropolitaine (- 13,7 %). La baisse est nettement plus modeste dans l'industrie (- 0,9 % contre - 11,9 % en France métropolitaine), après une diminution plus prononcée en 2015 (- 14,8 %). ■

Pour en savoir plus

• <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2122336>, tableau de bord de la conjoncture régionale

1 Nombre d'entreprises créées en Normandie en 2016



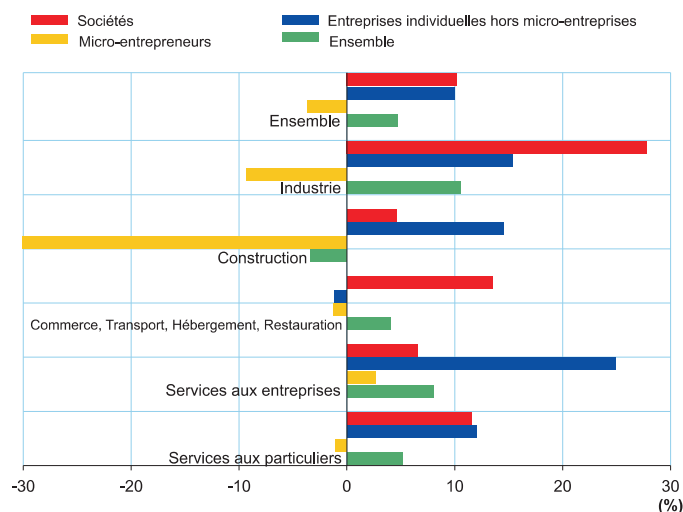
Note : données brutes.
Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles.
Source : Insee, REE (Répertoire des entreprises et des établissements - Sirène).

2 Créations d'entreprises par département

	Sociétés	Entreprises individuelles hors micro-entrepreneurs	Régime de micro- entrepreneur	Ensemble	
	Évolution 2016/2015 (%)	Évolution 2016/2015 (%)	Évolution 2016/2015 (%)	Créations en 2016 (nombre)	Évolution 2016/2015 (%)
Calvados	+ 6,0	-2,3	+ 5,5	4 478	+ 3,0
Eure	+ 19,8	+ 10,3	- 7,3	3 516	+ 5,7
Manche	+ 11,3	+ 14,4	- 7,7	2 170	+ 6,0
Orne	- 2,6	+ 25,8	- 9,7	1 328	+ 3,5
Seine-Maritime	+ 10,2	+ 14,6	- 4,9	6 620	+ 5,2
Normandie	+ 10,2	+ 10,0	- 3,6	18 112	+ 4,7
France métropolitaine	+ 9,8	+ 10,3	- 0,1	538 338	+ 5,6

Note : données brutes.
Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles.
Source : Insee, REE (Répertoire des entreprises et des établissements - Sirène).

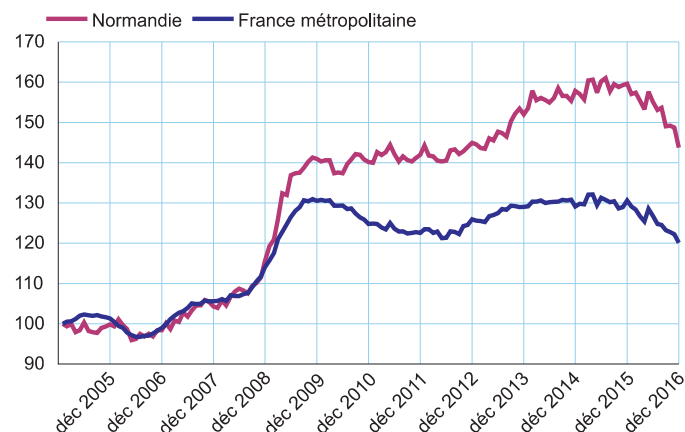
3 Évolution annuelle du nombre de créations d'entreprises entre 2015 et 2016 en Normandie



Note : données brutes.
Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles.
Source : Insee, REE (Répertoire des entreprises et des établissements - Sirène).

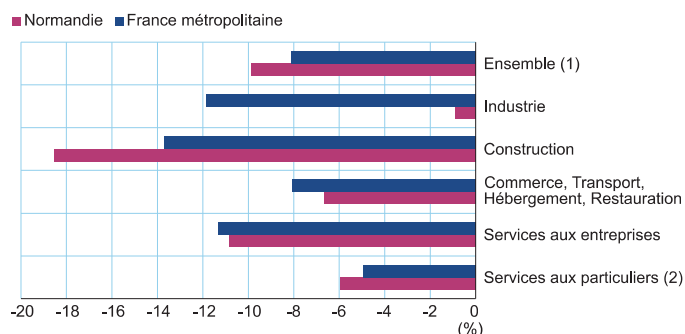
4 Évolution des défaillances d'entreprises en Normandie

en indice base 100 en janvier 2005



Note : données brutes en date de jugement. Chaque point correspond au cumul des 12 derniers mois.
Source : Banque de France, Fiben (extraction du 21 avril 2017)

5 Évolution annuelle des défaillances d'entreprises selon le secteur d'activité entre 2015 et 2016 en Normandie



(1) y compris agriculture.
(2) hors administration publique, activités des ménages en tant qu'employeurs et activités extra-territoriales.
Note : données brutes, en date de jugement.
Source : Banque de France, Fiben (extraction du 14/03/17)

Agriculture

Une agriculture en difficulté, affectée par une météo et des marchés défavorables

Pas de blé et trop de lait, l'agriculture normande est malmenée en 2016. Les principales productions régionales souffrent des aléas climatiques et des marchés saturés. Si la sortie de crise s'amorce au second semestre pour la production laitière, les perspectives restent moroses pour les céréales. Le résultat de la branche agricole est attendu en net retrait. Toutes les exploitations ne sont cependant pas touchées de la même façon. Ainsi, 2016 est un bon millésime pour les producteurs de porcs, pour les pommes de terre et les betteraves.

Elisabeth Borgne, Draaf

À un hiver 2015-2016 clément, favorable au développement des cultures d'hiver, succèdent un printemps froid et pluvieux puis un été et début d'automne chauds et secs qui impactent sévèrement les productions végétales.

Une production céréalière en berne

Le rendement céréalier normand chute de 27 % par rapport à celui exceptionnel de 2015 (*figure 1*). Le rendement en blé tendre, principale production végétale de la région, plonge de près de 30 % (- 22 % par rapport au rendement moyen des dix dernières années, *figure 2*). Les protéagineux, pois en particulier, sont également fortement touchés par la baisse des rendements (- 24 %). Celle-ci est moins forte pour les oléagineux (- 16 % pour le colza), les betteraves (- 11 %) et les pommes de terre (- 10 %). Les aléas climatiques affectent aussi les légumes et les fourrages. La production linière progresse légèrement, l'augmentation des surfaces compensant un rendement un peu moins bon.

Si la récolte de céréales est mauvaise en Normandie comme dans les autres régions céréalières françaises, la récolte mondiale est abondante et les prix ne décollent pas. C'est la double peine pour les céréaliers dont la production quantitativement et qualitativement médiocre est mal valorisée (*figure 3*). Sur le port de Rouen, l'activité est réduite au cours des cinq derniers mois de l'année. Les volumes exportés en 2016 sont en repli de 19 % par rapport à 2015. Après une année 2015 plutôt morose, les cours du sucre ont fortement progressé en

2016, soutenus par un bilan mondial déficitaire. Ceci devrait se traduire par un redressement du prix de la betterave au cours de la campagne 2016/2017, la dernière avant la fin des quotas sucriers en Europe. Les cours de la pomme de terre, déjà soutenus en 2015/2016, se sont encore affermis en début de campagne 2016/2017 en lien avec la baisse du volume. La situation est contrastée pour les légumes. La production de poireaux est bien valorisée, celle de carottes est pénalisée par des cours qui au mieux stagnent, voire fléchissent en fin de campagne. La saison du chou-fleur est chaotique. Bien commencée, elle se termine à des prix voisins du prix de retrait.

La crise de l'élevage se prolonge

En 2016, la production laitière normande se maintient à un niveau similaire à celui de 2015 (3,75 milliards de litres, *figure 4*). Cependant, des disparités s'affichent entre départements : le volume collecté dans la Manche progresse (+ 3,5 %) quand il baisse dans chacun des autres départements, en particulier dans l'Eure (- 4,4 %) et la Seine Maritime (- 3,4 %). Sur l'année, le prix moyen payé aux producteurs diminue de 6 % par rapport à 2015. La crise laitière entamée en 2015 suite au déséquilibre entre l'offre et la demande se prolonge tout au long du premier semestre. La Commission Européenne réagit au cours de l'été en adoptant un plan de réduction volontaire de la production de lait. Le retour progressif à une demande mondiale plus dynamique,

couplé au ralentissement de la collecte européenne mais aussi mondiale, permet une embellie en fin d'année. À partir du mois d'août, le prix moyen payé aux producteurs remonte (*figure 5*). Conséquence de la crise du lait, l'augmentation des mises en réforme de vaches laitières pèse sur les cours de la viande bovine. Les prix se replient de 6 % à 9 % selon les catégories, prolongeant encore la crise dans laquelle s'est enfoncé l'élevage bovin en 2015 (*figure 6*). La situation s'améliore pour l'élevage porcin. Sous l'impulsion de la demande asiatique, le prix de la viande porcine se redresse à partir de juin. Le prix moyen en 2016 progresse de 4 % par rapport à 2015. Pour venir en aide aux éleveurs en difficulté, le gouvernement renforce le plan de soutien mis en place en 2015.

Un résultat en baisse

Les prix des principales consommations intermédiaires (énergie, semences et plants, engrais, aliments pour le bétail) sont orientés à la baisse. Au niveau national, la valeur des consommations intermédiaires serait en retrait de 2,3 % en 2016.

Selon les estimations de la commission des comptes l'agriculture et de la nation réunie en décembre 2016, le résultat brut de la branche agricole devrait chuter de 16 % entre 2015 et 2016. Les baisses simultanées des produits végétaux et animaux ne sont que partiellement compensées par le repli des consommations intermédiaires. ■

Pour en savoir plus

- Borgne (Élisabeth) "Des rendements records mais un secteur en crise", *Le bilan économique - Insee Conjoncture*, n° 3, mai 2016

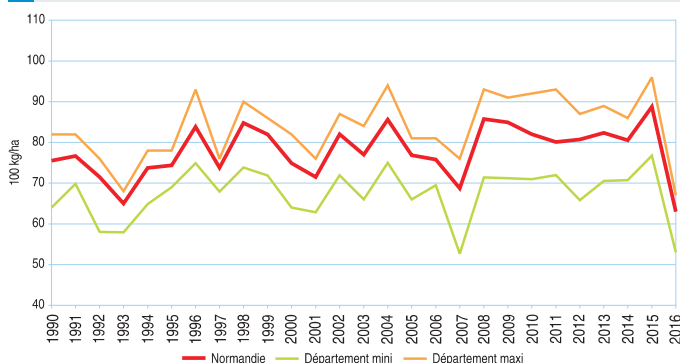
1 Surfaces, rendements et productions des différentes cultures

	Surfaces (ha)			Rendement (100kg/ha)			Production (100 kg) *		
	2015	2016	Évolution 2016/2015 en %	2015	2016	Évolution 2016/2015 en %	2015	2016	Évolution 2016/2015 en %
Blé tendre	491 380	491 300	0	89	63	-29	43 599 760	30 885 100	-29
Orge et escourgeon	111 150	114 300	+3	82	61	-26	9 166 750	6 969 400	-24
Avoine	7 320	7 100	-3	60	53	-12	442 080	376 390	-15
Maïs grain	24 860	23 600	-5	85	74	-13	2 117 710	1 739 340	-18
Triticale	8 515	7 800	-8	61	49	-19	517 780	383 500	-26
Colza	132 770	136 000	+2	40	34	-16	5 351 280	4 595 200	-14
Féveroles et fèves	14 330	12 100	-16	39	38	-3	565 650	463 600	-18
Pois protéagineux	14 320	15 300	+7	43	33	-24	621 260	504 000	-19
Betteraves industrielles	29 830	29 400	-1	962	853	-11	28 701 400	25 088 000	-13
Lin textile	49 265	53 000	+8	70	66	-5	3 449 495	3 515 500	+2
Pommes de terre de consommation	9 510	9 870	+4	446	403	-10	4 245 800	3 977 500	-6
Maïs fourrage	239 300	237 200	-1	142	132	-7	33 872 900	31 233 200	-8

* en matière sèche pour le maïs fourrage

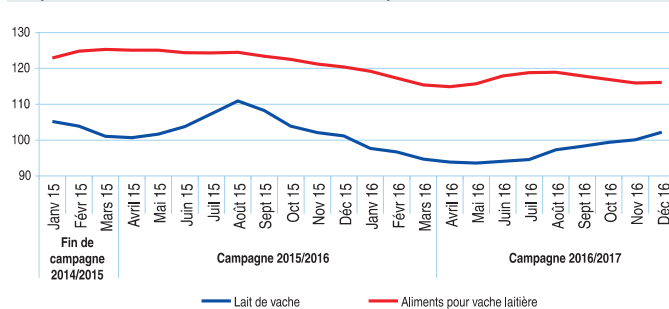
Source : Agreste - SAA définitive 2015 - SAA provisoire 2016

2 Évolution du rendement en blé tendre en Normandie



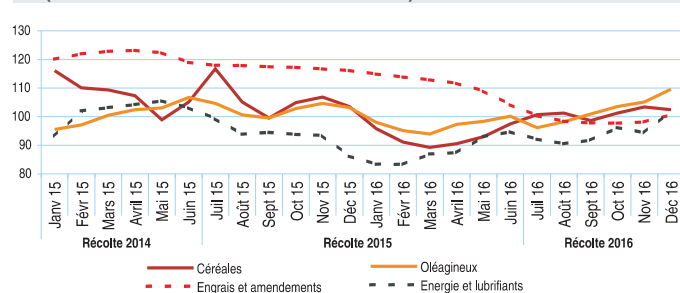
Source : Agreste

5 Évolution du prix du lait (évolution en indice - base 100 en 2010)



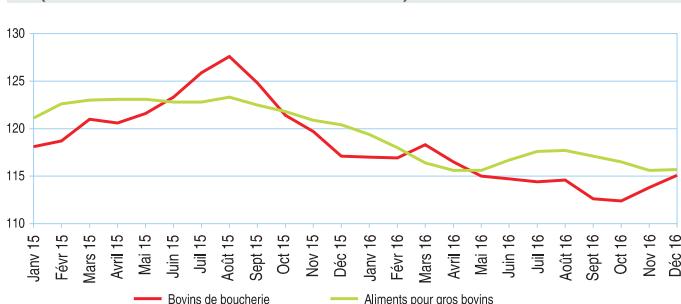
Source : Insee, Ippampa, Ippap

3 Évolution du prix des céréales et oléagineux (évolution en indice - base 100 en 2010)



Source : Insee, Ippampa, Ippap

6 Évolution du prix de la viande bovine (évolution en indice - base 100 en 2010)



Source : Insee, Ippampa, Ippap

4 Livraisons de lait de vache à l'industrie (en millions de litres)

	2015	2016 (prov)	Évolution 2016/2015 en %
Calvados	632,1	625,3	- 1,1
Eure	235,4	224,9	- 4,4
Manche	1 551,5	1 605,3	+ 3,5
Orne	683,5	676,5	- 1,0
Seine Maritime	637,0	615,3	- 3,4
Normandie	3 739,4	3 747,3	+ 0,2

Source : Agreste - EAL2015 - EML2016

Construction

Un optimisme de rigueur

En 2016, les projets de construction se multiplient, tant de logements que de locaux professionnels. Sur le terrain, les entreprises vont bientôt démarrer les chantiers dont les permis ont été accordés. La construction de locaux dans la Manche connaît un net regain d'activité. La croissance des autorisations de construire incite partout à l'optimisme. L'activité de construction de logements demeure dynamique en Vallée de Seine et dans les aires urbaines de Rouen et de Caen. Le marché de l'immobilier neuf reprend des couleurs.

Dréal Normandie

La reprise entrevue en 2015 se confirme en 2016 (*figure 1*). Le nombre de permis de construire délivrés s'accroît pour la deuxième année consécutive et cette croissance est bien plus conséquente qu'en 2015 (+ 13 % contre + 5 % en 2015), avec un dernier trimestre particulièrement actif en termes de permis de construire accordés. La progression du nombre d'autorisations est de même ampleur au niveau national.

Logements : Davantage de permis de construire mais moins de mises en chantiers

Les mises en chantier se sont stabilisées après une chute continue depuis 2011 (*figure 2*) et tout porte à croire que 2017 pourrait renouer avec une croissance effective du nombre de chantiers entamés. Ce retour d'activité dans la construction de logements, attendu en Normandie, est déjà en cours au niveau national avec une progression du nombre de mises en chantier de 10 %.

Une fois le permis de construire accordé, la mise en chantier des maisons individuelles semble plus rapide que celles des logements collectifs. En effet, la reprise des autorisations entamées en 2015, se répercute déjà sur le nombre de logements commencés en 2016.

Une reprise sur le terrain seulement dans la Manche et le Calvados

En 2016, le regain d'autorisations gagne la région entière. Après la Seine-Maritime et l'Eure en 2015, le nombre de permis de construire autorisés s'est accru dans les trois

autres départements normands. Certes, la Seine-Maritime (+ 22 %) demeure le département le plus dynamique en termes de projets de construction de logements, mais l'Orne suit de près avec une progression de 14,5 %. De leur côté, le Calvados (10 %) et l'Eure (7,5 %) affichent des taux de croissance qui restent conséquents.

Dans la Manche le nombre de mises en chantier progresse de 16 %, plus fort taux de toute la région, après avoir essuyé la plus forte baisse régionale en 2015 (*figure 2*). Le Calvados est le seul autre département où l'évolution des mises en chantier est positive (+ 3 %). La baisse se poursuit dans les trois autres départements normands, de façon modérée en Seine-Maritime à conséquence dans l'Eure et surtout dans l'Orne (- 14 %).

Les régions normandes les plus dynamiques en termes de construction demeurent le littoral du Calvados, la vallée de la Seine et les deux aires urbaines de Rouen et Caen. En 2016, deux EPCI apparaissent particulièrement actifs en termes de projets : Caux-Estuaire et Seules-Terre-et-mer, avec respectivement 169 et 155 logements mis en chantier en 2016 pour 10 000 logements existants. Les deux grands EPCI de Rouen-Métropole (125) et Caen-la-mer (133), affichent elles aussi une belle activité de construction de logements.

Locaux : des projets qui devraient dynamiser l'activité

En 2016, en Normandie, le recul des mises en chantier de locaux est plus faible qu'en 2015 (- 2,9 % contre - 4,8 %, *figure 3*). En

revanche, dans les départements, le dynamisme est bien souvent inverse à celui de 2015. L'Orne et le Calvados bénéficient d'un regain de mises en chantier de surface de locaux atteignant 22 % environ alors qu'ils étaient les deux départements les plus touchés par la baisse en 2015. La Manche, elle aussi en perte de vitesse l'année précédente, renoue avec la croissance mais plus modestement (+ 10 %). Inversement, la Seine-Maritime, département le plus dynamique en 2015 (+ 28 %), connaît un retournement de situation en 2016 (- 26 %). Dans l'Eure, enfin, les mises en chantiers de locaux continuent de diminuer à un rythme double qu'en 2015 (- 14 %).

Les surfaces autorisées en 2016 sont plus importantes qu'en 2015 (+ 23 %). Si elles se transforment en mises en chantier en 2017, on devrait entrevoir une véritable embellie dans l'activité de la construction.

Le marché de l'immobilier neuf se redynamise

Sur le marché de l'immobilier neuf, le nombre de ventes augmente sensiblement en 2016 (+ 29 %), confirmant le sursaut de 2015, et retrouve un niveau inédit depuis la crise de 2008. Cette embellie est entièrement due à la dynamique de la vente d'appartements neufs (+ 33 %, *figure 4*). ■

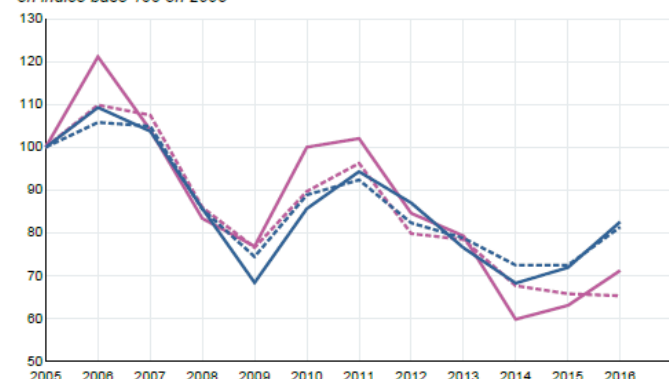
Pour en savoir plus

- Silvestre (Étienne) (Insee Normandie), "La construction en Normandie : la reprise se fait attendre", *Insee Analyses Normandie*, n° 30, mars 2017, 4p
- www.insee.fr, tableau de bord de la conjoncture Normandie
- Bigot (Isabelle), Comte-trotet (Valérie), Fichot (Catherine), Levouin (Caroline), Moisan (Michel), Silvestre (Étienne) et Sueur (Catherine), (Insee Normandie), "La Normandie à travers la crise : une timide reprise après crise en Normandie", in *Insee Dossier* n° 2, novembre 2016, chapitre Activités Économiques et emploi, "La construction souffre depuis 2009", 32 p

1 Évolution de la construction de logements

Logements autorisés - Normandie
Logements commencés - Normandie
Logements autorisés - France métropolitaine
Logements commencés - France métropolitaine

en indice base 100 en 2005



Note : données brutes provisoires arrondies à la centaine en date réelle

Champ : logements individuels, collectifs et en résidence

Source : SOeS, Sit@del2, estimations au 30 mars 2017.

2 Logements commencés par département

	Logements en 2016 Nombre	Évolution 2016/2015 %	Évolution annuelle moyenne 2015/2010 ⁽¹⁾ %
Calvados	3 800	+ 2,9	- 3,5
Eure	2 000	- 9,0	- 11,4
Manche	1 700	+ 15,9	- 11,9
Orne	400	- 14,2	- 16,8
Seine-Maritime	6 100	- 2,9	- 2,1
Normandie	13 900	- 0,7	- 6,1
France métropolitaine	364 600	+ 12,3	- 4,0

(1) : taux d'évolution annuel qu'aurait connu la construction de logements, pour le département ou la région, si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée.

Note : données brutes provisoires arrondies à la centaine en date réelle. Les évolutions sont calculées sur données non arrondies.

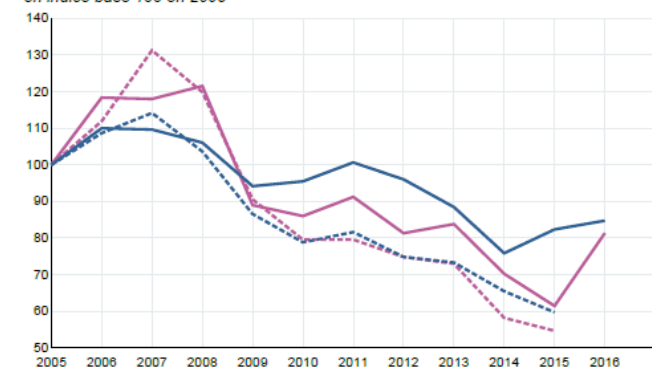
Champ : France métropolitaine.

Source : SOeS, Sit@del2, estimations au 30 mars 2017.

3 Évolution de la construction de locaux non résidentiels

Locaux autorisés - Normandie
Locaux commencés - Normandie
Locaux autorisés - France métropolitaine
Locaux commencés - France métropolitaine

en indice base 100 en 2005



Note : données brutes provisoires en date réelle.

Source : SOeS, Sit@del2, résultats au 30 mars 2017

4 Ventes des maisons et des appartements neufs

	Normandie			France métropolitaine		
	En 2016 (nombre ou prix en euro)	Évolution 2016/2015	Évolution annuelle moyenne 2015/2010 ⁽²⁾	En 2016 (nombre ou prix en euro)	Évolution 2016/2015	Évolution annuelle moyenne 2015/2010 ⁽²⁾
Maisons neuves						
Nombre de ventes ⁽¹⁾	269	- 7,6	- 8,6	10 212	+ 22,4	- 8,1
Prix moyen par maison	196 753	- 1,5	- 2,4	256 995	+ 3,4	+ 0,8
Appartements neufs						
Nombre de ventes ⁽¹⁾	3 093	+ 33,5	- 1,6	114 846	+ 20,4	- 1,4
Prix moyen au m²	3 287	- 0,4	+ 0,6	3 993	+ 2,3	+ 1,8

(1) : réservations avec dépôt d'arrhes

(2) : taux d'évolution annuel qu'aurait connu le nombre de ventes ou le prix moyen si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée

nd : données non disponibles

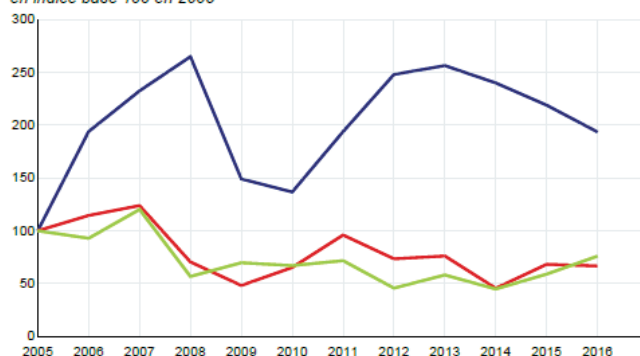
Champ : permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers ; France métropolitaine.

Source : SOeS, enquête ECLN.

5 Évolution de la commercialisation de logements neufs dans la région Normandie

Logements neufs disponibles en fin d'année
Logements neufs mis en vente
Logements neufs vendus (réservés)

en indice base 100 en 2005



Note : données brutes.

Champ : permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers ; France métropolitaine

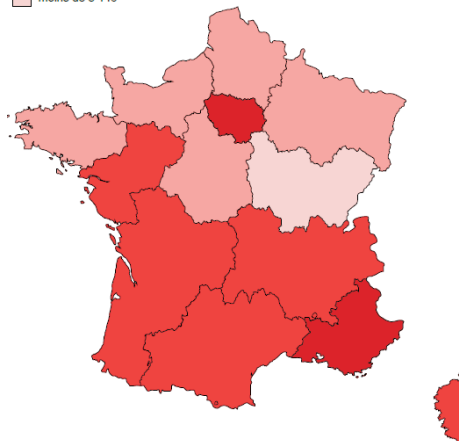
Source : SOeS, enquête ECLN

6 Prix régional moyen des appartements neufs en 2016

France métropolitaine : 3 993 Euro / m²

Prix moyen des appartements (en Euro / m²)

3 993 et plus
de 3 502 à moins de 3 993
de 3 146 à moins de 3 502
moins de 3 146



©IGN-Insee 2017

Avertissement : les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Champ : France métropolitaine.

Source : SOeS, enquête ECLN.

Tourisme

Recul de la fréquentation touristique étrangère

Après trois années de progression, l'année 2016 décroche en termes de fréquentation touristique. Comme dans le reste de la métropole, la Normandie pâtit des effets négatifs des risques d'attentat doublés d'une météo maussade en début d'année.

La désaffectation se porte d'abord sur le camping, particulièrement de la part de clientèle étrangère. La fréquentation des hôtels progresse toutefois grâce à la clientèle française.

Pour les deux modes d'hébergement, l'année s'achève toutefois avec une reprise de la fréquentation.

Bruno Blazévic, Insee Normandie

En 2016, les touristes passent 10,7 millions de nuitées dans un hôtel ou un camping en Normandie, soit une baisse de 1,7 % sur un an, stoppant l'élan mesuré depuis 2012 (*figure 1*). Le recul est très net pour les campings (-7,9 %) mais le bilan reste toutefois positif pour l'hôtellerie (+0,9 %). Le contexte défavorable (risque d'attentats, impact de mouvements sociaux, etc.) conjugué à une météo maussade affecte surtout la fréquentation étrangère (-3,6 % en hôtel et -11,9 % en camping, *figures 2 et 4*). Grâce à la clientèle d'affaires, la fréquentation française s'accroît tout de même dans l'hôtellerie (+2,3 %) mais diminue aussi en camping (-4,5 %). La situation globale s'améliore toutefois nettement en fin d'année, notamment au mois de septembre (+10,7 % par rapport au même mois de l'année précédente).

Forte progression de la clientèle française dans l'hôtellerie en Seine-Maritime

Le niveau de la fréquentation hôtelière varie au cours de l'année 2016. La baisse affecte principalement le second trimestre. Le mois de juin est le plus sombre, avec un taux d'occupation de 61,8 %, soit 4,8 points de moins par rapport à 2015. La fin d'année s'embellit pendant le dernier trimestre (+1,6 et +2,8 points en octobre et novembre).

Pour la clientèle française, la Seine-Maritime se distingue avec une forte hausse de la

fréquentation hôtelière (+5,1 %), due essentiellement à une plus forte part du tourisme d'affaires. Le département le plus fréquenté, celui du Calvados, progresse plus modérément (+2,0 %), tandis que la Manche est le seul département diminuant sur l'année (-0,5 %).

Mise à part l'Orne, la fréquentation étrangère en hôtel se replie dans tous les départements, plus sensiblement dans la Manche (-5,4 %). Dans l'ensemble de la Normandie, la fréquentation des ressortissants du continent Américain recule fortement (-11,3 %) tandis que celle de la clientèle asiatique ou océanienne chute (-37 %). Le recul est partiellement compensé par la hausse de la clientèle d'origine européenne (+1,1 %) qui représente quatre nuitées sur cinq de l'ensemble de la clientèle étrangère.

Net recul de la fréquentation en camping

Par rapport à l'hôtel, le camping dans la région est davantage prisé par la clientèle étrangère (39 % contre 24 % pour la clientèle française). Dans ce mode d'hébergement, la plupart (93 %) des nuitées se déroulent dans les trois départements côtiers.

La saison touristique 2016 pour les campings souffre d'une météo défavorable. Avec au mois de mai, un taux d'occupation s'élevant à 16,2 %, soit 3,8 points de moins par rapport à 2015, la saison démarre mal

pour les campings. Elle ne s'améliore guère sur les mois de réservations les plus importants (43,5 % et 52,3 % sur juillet et août) avec -5,7 et -1,1 points respectivement.

Comme dans l'hôtellerie, la fréquentation progresse en fin de saison, le taux d'occupation se situant à 21,3 % soit +2 points par rapport à 2015.

Concernant la clientèle française, tous les départements reculent, sauf le plus fréquenté, le Calvados, qui se distingue avec une hausse de 1,6 %, surtout par rapport à la Manche (-9,0 %). L'autre département côtier, la Seine-Maritime, se situe dans la moyenne régionale (-4,5 %).

Essentiellement d'origine européenne, notamment du Benelux (plus de la moitié), la clientèle étrangère se détourne du camping dans tous les départements, en particulier la Seine-Maritime (-14,1 %) et dans l'Eure (-17,9 %).

Toutes les nationalités, traditionnellement les plus représentées, reculent à l'exception des Danois (+12,4 %). Si la fréquentation des campeurs originaires des Pays-Bas, pays le plus présent, reflue de 7,9 %, soit moins que la moyenne des pays étrangers, la chute est très prononcée pour les Britanniques (-18,5 %). Ces derniers demeurent tout de même la deuxième nationalité la plus représentée dans les campings de la région. ■

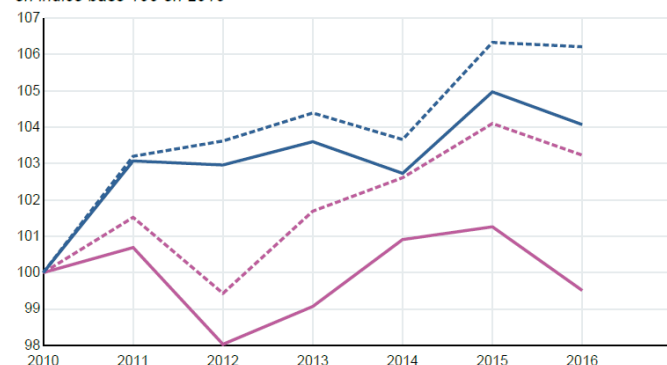
Pour en savoir plus

- Blazévic (Bruno), "Bilan de l'année touristique 2016 : un repli de la fréquentation dû à la clientèle étrangère", *Insee Analyses Normandie*, n° 32, mai 2017, 4 p

1 Évolution des nuitées dans les hôtels et les campings

— Nombre de nuitées - Normandie
 - - - Nombre d'arrivées - Normandie
 — Nombre de nuitées - France métropolitaine
 - - - Nombre d'arrivées - France métropolitaine

en indice base 100 en 2010



Note : données 2015 définitives. Données 2010, 2011, 2012 et 2013 rétropolées suite au changement de classification début 2014. La fréquentation des campings n'est observée que de mai à septembre

Source : Insee en partenariat avec la DGE et les comités régionaux du tourisme (CRT)

2 Nombre de nuitées dans les hôtels par département

	Nombre de nuitées dans les hôtels			Part de nuitées effectuées en 2016 par une clientèle étrangère
	2016	Évolution 2016/2015	Évolution en moyenne annuelle 2015/2011	
Calvados	3 120	+0,3	+0,1	+25,9
Eure	565	-0,7	-1,3	+16,5
Manche	1 168	-1,7	-0,3	+24,5
Orne	381	+1,0	-3,3	+16,5
Seine-Maritime	2 349	+3,4	-0,6	+21,6
Normandie	7 582	+0,9	-0,5	+23,2
France métropolitaine	200 089	-1,0	+0,0	+34,8

Unités : nombre (milliers), %

Source : Insee en partenariat avec la DGE et les comités régionaux du tourisme (CRT)

3 Nombre de nuitées dans les hôtels selon la catégorie

	Nombre de nuitées en 2016 (milliers)		Évolution 2016/2015 (%)	
	Normandie	France métropolitaine	Normandie	France métropolitaine
1 et 2 étoiles	2 526	57 870	-2,2	-0,2
3 étoiles	2 980	74 941	+1,7	-1,1
4 et 5 étoiles	1 396	48 559	+8,4	+0,7
Non classés	679	18 719	-4,7	-6,8
Total	7 582	200 089	+0,9	-1,0

Unités : nombre (milliers), %

Source : Insee en partenariat avec la DGE et les comités régionaux du tourisme (CRT)

4 Nombre de nuitées dans les campings par département

	Nombre de nuitées dans les campings			Part de nuitées effectuées en 2016 par une clientèle étrangère
	2016	Évolution 2016/2015	Évolution en moyenne annuelle 2015/2011	
Calvados	1 244	-4,0	+0,2	+41,5
Eure	132	-15,7	+4,5	+46,9
Manche	1 107	-9,7	+0,1	+36,6
Orne	92	-8,5	+2,6	+25,7
Seine-Maritime	533	-8,6	+7,7	+39,8
Normandie	3 108	-7,6	+1,6	+39,2
France métropolitaine	112 166	-0,6	+1,3	+32,0

Unités : nombre (milliers), %

Source : Insee en partenariat avec la DGE et les comités régionaux du tourisme (CRT)

5 Nombre de nuitées dans les campings selon la catégorie

	Nombre de nuitées en 2016 (milliers)		Évolution 2016/2015 (%)	
	Normandie	France métropolitaine	Normandie	France métropolitaine
1 et 2 étoiles	575	15 744	-9,4	-2,3
3, 4, 5 étoiles	2 363	90 362	-7,1	+0,2
Non classés	171	6 061	-7,9	-7,6
Total	3 108	112 166	-7,6	-0,6

Unités : nombre (milliers), %

Note : statistiques sur la saison touristique (mai à septembre)

Source : Insee en partenariat avec la DGE et les comités régionaux du tourisme (CRT)

Transport

Moins de marchandises mais plus de passagers dans les ports en 2016

En 2016, le transport de marchandises diminue sensiblement dans les ports normands. Cette baisse est la conséquence d'aléas qui ont pesé sur la production d'hydrocarbure et de céréales, deux produits phares. Le trafic fluvial bénéficie en revanche de la reprise du secteur de la construction. Le transport de voyageurs est également au beau fixe. Il progresse dans les ports, en particulier dans celui du Havre, et se maintient globalement dans les aéroports, malgré une baisse dans celui de Deauville-Normandie.

Étienne Silvestre, Insee Normandie

En 2016, le transport de marchandises diminue dans tous les ports normands (*figure 1*). Dans le port du Havre, le plus important de la région, à 66 millions de tonnes (Mt), le recul est de 4,2 % (après + 1,9 % en 2015).

L'activité des ports affaiblie par la baisse du transport des hydrocarbures et des céréales

Les produits pétroliers, qui représentent un peu plus de la moitié du transport de marchandises, faiblissent, de 5,1 % pour les importations de bruts, et de 5,9 % pour les exportations de produits raffinés. Cette évolution s'explique par le blocage partiel des raffineries françaises, en lien avec le mouvement social de contestation de la Loi Travail. Les conteneurs, qui représentent plus du tiers du trafic, diminuent également, mais dans une moindre mesure (- 3,4 %).

Le transport de marchandises du port de Rouen s'établit à 21 Mt, en baisse de 6,7 % (après + 4,0 % en 2015). Les exportations de céréales, qui représentent environ le tiers du trafic, diminuent de 17,4 %. Ce reflux s'explique par la faiblesse de la production céréalière en France métropolitaine, en baisse d'un quart cette année, à cause d'une météo particulièrement défavorable sur l'ensemble du territoire métropolitain en 2016.

Le transport de marchandises du port de Dieppe fléchit également, pour atteindre 2 Mt (- 5,1 %). Le fret transmanche, qui représente les trois quarts de l'activité, diminue (- 5,0 %), de même que le déchargement des granulats marins (- 13,3 %). La forte progression des importations de colza et de pales d'éoliennes atténue un peu ce recul. Le trafic des ports de Caen (- 2,6 %) et de Cherbourg (- 2,9 %) régresse aussi, mais moins fortement.

En 2016, le trafic fluvial recule légèrement en France métropolitaine, à 52,7 Mt (- 1,1 %). Les transports de produits agricoles (- 16,9 %) et de produits pétroliers (- 10,9 %) baissent nettement. En revanche, ceux de matériaux de construction progressent (+ 14,7 %), en raison de la reprise de l'activité du secteur. Cette amélioration permet au bassin de la Seine de tirer son épingle du jeu, avec une hausse de son trafic de 2,7 % (21,2 Mt).

Forte progression des croisiéristes au Havre

En 2016, le nombre de voyageurs progresse dans la plupart des ports normands (*figure 1*). Au Havre, le port accueille 332 750 passagers, soit quasiment 50 % de plus qu'en 2015. Les navires de plaisance sont particulièrement nombreux à faire escale dans ce port, et certains viennent d'ailleurs pour la première fois, à l'image de l'AidaPrima.

Le nombre de voyageurs progresse également à Cherbourg (+ 15,4 %), mais diminue à Caen-Ouistreham (- 1,4 %) et à Dieppe (- 3,2 %). Les passagers transmanche, en baisse dans ces deux derniers ports, progressent dans le premier, lequel bénéficie en outre d'un afflux des croisiéristes, grâce au dynamisme de son terminal de Honfleur.

L'aéroport de Caen reste dynamique

Malgré un recul des vols low-cost, la fréquentation des aéroports normands est stable en 2016 (*figure 2*). Celle de Deauville-Normandie, le plus important de la région, diminue de 6,3 %, à 139 900 passagers. L'aéroport a souffert de la liquidation d'Air Méditerranée, ainsi que de l'annulation des vols vers la Turquie. En revanche, Caen-Carpiquet, davantage orienté vers les vols nationaux, continue de croître, avec 139 000 passagers (+ 7,7 % après + 12,2 % en 2015). Les vols vers Lyon, Londres et la Corse progressent particulièrement.

L'évolution de la fréquentation est également contrastée dans les autres aéroports. Au Havre-Octeville, elle repart avec 11 000 voyageurs (+ 77,1 % après - 42,0 % en 2015). En revanche, la fréquentation faiblit encore à Cherbourg-Maupertus, et surtout à Rouen-Vallée de Seine. ■

Pour en savoir plus

- Bayardin (Vinciane), Caritg (Jean-Philippe, Silvestre (Étienne), "En 2014, progression des emplois maritimes et recul des emplois industriels dans les ports du Havre et de Rouen", *Insee Flash Normandie*, Insee, n° 22, décembre 2016

1 Trafic des principaux ports normands en 2016

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	Évolution 2016/2015
Ports Normands Associés (PNA)								
Caen-Ouistreham								
Tonnages	3,9	3,6	3,2	3,2	3,1	3,3	3,2	- 2,7
Passagers	1 022 141	953 718	936 238	922 538	969 928	993 355	979 891	- 1,4
Cherbourg								
Tonnages	1,8	1,8	1,6	1,6	1,4	1,7	1,6	- 3,0
Passagers	626 498	700 013	580 047	552 734	593 223	636 240	734 068	+ 15,4
HAROPA								
Le Havre								
Tonnages	70,1	67,6	63,5	67,2	67,6	68,9	66,0	- 4,2
Passagers	nd	715 279	620 657	756 709	257 674	222 933	332 758	49,3
Rouen								
Tonnages	26,7	25,4	21,2	22,39	21,7	22,5	21,0	- 6,7
Passagers	39 330	40 241	38 622	15 774	25 301	27 397	29 393	+ 3,5
Syndicat mixte du port de Dieppe								
Dieppe								
Tonnages	1,8	1,6	1,8	1,9	1,8	2,2	2,0	- 5,1
Passagers	254 410	258 340	265 900	276 400	285 368	409 961	396 693	- 3,2

Unités : tonnages en million de tonnes, passagers en nombre, évolution en %

Sources : Ports Normands Associés (PNA) www.pna-ports.fr - HAROPA www.haropaports.com - Syndicat mixte du port de Dieppe, www.portdedieppe.fr.

2 Passagers des aéroports

en %)

	Normandie			France métropolitaine	
	Passagers 2016 (nombre)	Évolution 2016/2015	Évolution annuelle moyenne 2015/2010 ⁽²⁾	Évolution 2016/2015	Évolution annuelle moyenne 2015/2010 ⁽¹⁾
Lignes nationales	129 636	+ 5,6	+ 3,0	+ 2,9	+ 1,7
Lignes internationales	149 563	- 9,6	+ 5,5	+ 3,0	+ 4,3
Transit	12 401	+ 92,6	- 21,8	+ 11,1	- 12,2
Total	291 600	- 1,0	+ 3,0	+ 3,0	+ 3,5
Dont lignes à bas coût (low cost)	16 709	- 32,7		+ 10,7	+ 11,1
Part des lignes à bas coût (low cost) (en %)	5,7	///	///	///	///

Note : données brutes

(1) : taux d'évolution annuel qu'aurait connu le trafic passager si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée

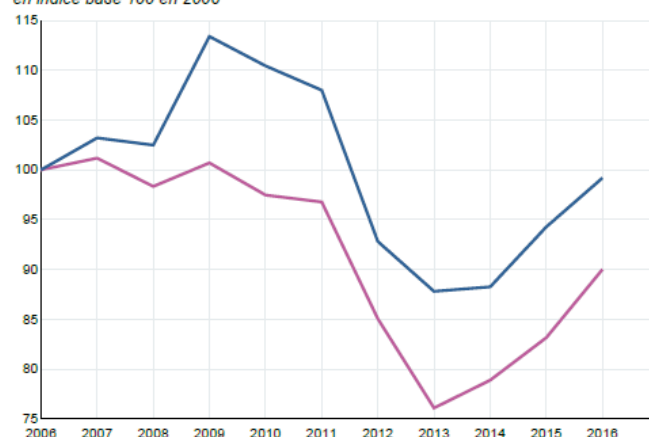
/// : absence de donnée due à la nature des choses

Source : Union des aéroports français.

3 Évolution du nombre d'immatriculations de véhicules particuliers neufs

Normandie France métropolitaine

en indice base 100 en 2006



Note : données brutes

Source : SOeS, Fichier central des automobiles, SIDIV

4 Immatriculations de véhicules neufs

	Véhicules particuliers		Véhicules utilitaires légers ⁽¹⁾		Véhicules industriels à moteur ⁽²⁾		Ensemble immatriculations ⁽³⁾	
	2016 (nombre)	Évolution 2016/2015 (en %)	2016 (nombre)	Évolution 2016/2015 (en %)	2016 (nombre)	Évolution 2016/2015 (en %)	2016 (nombre)	Évolution 2016/2015 (en %)
Calvados	20 558	+ 7,8	4 755	+ 4,2	1 569	+ 20,6	26 911	+ 7,8
Eure	14 854	+ 1,1	2 653	+ 3,8	308	+ 0,3	17 882	+ 1,7
Manche	11 270	+ 4,6	2 508	+ 13,8	256	+ 3,2	14 045	+ 6,0
Orne	6 975	+ 2,5	2 270	+ 20,7	311	+ 8,0	9 571	+ 6,6
Seine-Maritime	86 742	+ 10,7	15 938	+ 7,7	904	+ 1,8	103 656	+ 10,1
Normandie	140 399	+ 8,2	28 124	+ 8,2	3 348	+ 10,4	172 065	+ 8,2
France métropolitaine	1 984 472	+ 5,2	408 042	+ 8,1	48 418	+ 12,6	2 447 528	+ 5,8

Note : données brutes.

(1) : camionnettes et véhicules automoteurs spécialisés <= 3,5 t de PTAC.

(2) : camions, véhicules automoteurs spécialisés > 3,5 t de PTAC et tracteurs routiers.

(3) : y compris immatriculations de transports en commun.

Source : SOeS, SIDIV.

Définitions

Activité partielle / Chômage partiel

Lorsqu'une entreprise réduit son activité au-dessous de l'horaire légal ou arrête momentanément tout ou partie de son activité et qu'elle n'entend pas rompre les contrats de travail qui la lient à ses salariés, elle peut avoir recours au chômage partiel. Le système d'indemnisation du chômage partiel permet de gérer une baisse d'activité ponctuelle, limitée dans le temps et ayant pour cadre l'année civile.

Arrivées ou séjours

Nombre de clients différents qui séjournent une ou plusieurs nuits consécutives dans un même hôtel.

Durée moyenne de séjour (hôtellerie, hôtellerie de plein air)

Rapport du nombre de nuitées au nombre d'arrivées des clients hébergés.

Catégories de demandes d'emploi établies par Pôle Emploi

La publication des effectifs de demandeurs d'emploi inscrits se fait selon les catégories statistiques suivantes :

- catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;
- catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. plus de 78 heures au cours du mois) ;
- catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), y compris les demandeurs d'emploi en convention de reclassement personnalisé (CRP) et en contrat de transition professionnelle (CTP), sans emploi ;
- catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

Cessation d'entreprise

Il s'agit de l'arrêt total de l'activité économique de l'entreprise. Il ne faut pas confondre la notion de défaillance avec la notion plus large de cessation. Les liquidations qui font suite à une défaillance ne représentent qu'une partie, variable avec le temps et le secteur d'activité, de l'ensemble des cessations.

Contrat d'apprentissage

Le contrat d'apprentissage est un contrat de travail qui a pour but de donner à des jeunes travailleurs ayant satisfait à l'obligation scolaire une formation générale, théorique et pratique, en vue de l'obtention d'une qualification professionnelle

sanctionnée par un diplôme de l'enseignement professionnel ou technologique, un titre d'ingénieur ou un titre répertorié. L'apprentissage repose sur le principe de l'alternance entre enseignement théorique en centre de formation d'apprentis (CFA) et enseignement du métier chez l'employeur avec lequel l'apprenti a signé son contrat.

La durée du contrat varie de 1 à 3 ans en fonction du type de profession et de la qualification préparée. Tout jeune âgé de 16 à 25 ans peut entrer en apprentissage. La rémunération, calculée en pourcentage du Smic (entre 25 % et 78 %), varie selon l'âge du jeune en apprentissage et sa progression dans le ou les cycles de formation.

Contrat d'insertion dans la vie sociale / CIVIS

Le contrat d'insertion dans la vie sociale (CIVIS), dans son volet « accompagnement vers l'emploi » a été mis en œuvre en 2005. Il s'adresse aux jeunes de 16 à 25 ans faiblement qualifiés et rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle. Il a pour objectif d'organiser les actions nécessaires à la réalisation de leur projet d'insertion dans un emploi durable.

Contrat de professionnalisation

Le contrat de professionnalisation s'adresse à tous les jeunes âgés de 16 à 25 ans révolus et aux demandeurs d'emploi âgés de 26 ans et plus. Il s'agit d'un contrat de travail en alternance à durée déterminée ou indéterminée incluant une action de professionnalisation. Son objectif est de permettre aux salariés d'acquérir une qualification professionnelle et de favoriser leur insertion ou réinsertion professionnelle.

Contrat unique d'insertion / CUI

Créé par la loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le revenu minimum de solidarité active et réformant les politiques d'insertion, le contrat unique d'insertion (CUI) est entré en vigueur au 1^{er} janvier 2010 (dans les départements d'Outre-Mer entrée en vigueur prévue pour le 1^{er} janvier 2011).

Le contrat unique d'insertion a pour objet de faciliter l'insertion professionnelle des personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles d'accès à l'emploi.

Création d'entreprise

La statistique mensuelle des créations d'entreprises est constituée à partir des informations du répertoire national des entreprises et des établissements (Sirene).

Depuis le 1^{er} janvier 2007, la notion de création d'entreprise s'appuie sur un concept harmonisé au niveau européen pour faciliter les comparaisons : une création d'entreprise correspond à la mise en œuvre de nouveaux moyens de production.

Par rapport aux immatriculations dans Sirene, on retient comme création pour satisfaire au concept harmonisé :

- 1) les créations d'entreprise correspondant à la création de nouveaux moyens de production (il y a nouvelle immatriculation dans Sirene) ;
- 2) les cas où l'entrepreneur (il s'agit en général d'un entrepreneur individuel) reprend une activité après une interruption de plus d'un an (il n'y a pas de nouvelle immatriculation dans Sirene mais reprise de l'ancien numéro Siren) ;
- 3) les cas où l'entrepreneur redémarre une activité après une interruption de moins d'un an mais avec changement d'activité ;
- 4) les reprises par une entreprise nouvelle de tout ou partie des activités et moyens de production d'une autre entreprise (il y a nouvelle immatriculation dans Sirene) lorsqu'il n'y a pas continuité de l'entreprise reprise.

On considère qu'il n'y a pas continuité de l'entreprise si parmi les trois éléments suivants concernant le siège de l'entreprise, au moins deux sont modifiés lors de la reprise : l'unité légale contrôlant l'entreprise, l'activité économique et la localisation.

Depuis les données relatives à janvier 2009, à la suite de la mise en place du régime de l'auto-entrepreneur (renommé micro-entrepreneur, à compter du 19 décembre 2014), les statistiques de créations d'entreprises incluent les demandes de créations enregistrées dans Sirene au titre de ce régime. Ce dénombrement n'inclut pas les entrepreneurs déjà en activité avant le 1^{er} janvier 2009 et qui avaient demandé, à titre dérogatoire au plus tard le 31 mars 2009, à bénéficier du régime micro-social et du versement fiscal libératoire en 2009.

Défaillance d'entreprise

Une entreprise est en situation de défaillance ou de dépôt de bilan à partir du moment où une procédure de redressement judiciaire est ouverte à son encontre.

Remarque : il ne faut pas confondre la notion de défaillance et la notion de cessation (voir cette dernière définition).

Demandeurs d'emploi en fin de mois / DEFM

Les demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) sont les personnes inscrites à Pôle Emploi et ayant une demande en cours au dernier jour du mois.

Demandeurs d'emploi de longue durée / DELD

Les demandeurs d'emploi de longue durée (DELD) sont ceux inscrits à Pôle Emploi depuis un an ou plus.

Emploi d'Avenir / EAV

L'emploi d'avenir (EAV) est un contrat d'aide à l'insertion destiné aux jeunes particulièrement éloignés de l'emploi, en raison de leur défaut de formation ou de leur origine géographique. Il comporte des engagements réciproques entre le jeune, l'employeur et les pouvoirs publics, susceptibles de permettre une insertion durable du jeune dans la vie professionnelle.

Emploi salarié

Par salariés, il faut entendre toutes les personnes qui travaillent, aux termes d'un contrat, pour une autre unité institutionnelle résidente en échange d'un salaire ou d'une rétribution équivalente.

Les non salariés sont les personnes qui travaillent mais sont rémunérées sous une autre forme qu'un salaire.

Enquête de fréquentation dans l'hôtellerie

L'enquête de fréquentation dans l'hôtellerie permet l'observation conjoncturelle de la fréquentation dans l'hôtellerie et l'étude de la structure de la clientèle, notamment de son origine géographique. Elle permet d'établir des indicateurs de taux d'occupation, de durée moyenne de séjour ou de part de la clientèle professionnelle.

Estimations d'emploi localisées

À partir de 2009, les estimations d'emploi annuelles sont calculées à partir du dispositif Estel (Estimations d'emploi localisées), qui se fondent sur l'utilisation des sources administratives en niveau.

Pour les salariés, il s'agit des Déclarations Annuelles de Données Sociales (DADS « grand format ») contenant, en plus des DADS stricto sensu, les données du fichier de paye des agents de l'État et celles des particuliers employeurs).

Pour les non salariés agricoles, les sources mobilisées sont les fichiers de la Mutualité Sociale Agricole (MSA) et pour les non salariés non agricoles, les fichiers de l'Agence Centrale des Organismes de Sécurité Sociale (ACOSS) qui est la Caisse Nationale des Unions de Recouvrement des Cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales (URSSAF).

Hôtellerie de plein air (camping)

Les campings-caravanings classés le sont selon les nouvelles normes Atout France en vigueur depuis juillet 2012. Ils sont classés de 1 à 5 étoiles.

Immatriculations de voitures particulières neuves

L'Insee publie mensuellement le nombre des immatriculations des voitures particulières neuves (hors utilitaires et transit temporaire) permettant ainsi de suivre l'évolution du marché automobile français. Le chiffre brut, communiqué par le Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA) est corrigé des jours ouvrables et des variations saisonnières (CJO-CVS).

Intérim

L'opération de « travail intérimaire » (ou « intérim » ou « travail temporaire ») consiste à mettre à disposition provisoire d'entreprises clientes, des salariés qui, en fonction d'une rémunération convenue, sont embauchés et rémunérés à cet effet par l'entreprise de travail intérimaire (ou entreprise de travail temporaire).

Logement autorisé

Un logement autorisé est un logement, non encore réalisé, qui entre dans le cadre d'un dossier de permis de construire ayant reçu un avis favorable.

Logement commencé

Un logement commencé est un logement faisant partie d'un bâtiment dont les fondations sont commencées (cas des logements collectifs) ou dont les « fouilles en rigole » sont entreprises (cas des logements individuels).

Micro-entrepreneur

Le régime du micro-entrepreneur est la nouvelle dénomination pour celui de l'auto-entrepreneur depuis le 19 décembre 2014. Ce régime a été mis en place par la loi de modernisation de l'économie (LME) d'août 2008 et s'applique depuis le 1^{er} janvier 2009 aux personnes physiques qui créent, ou possèdent déjà, une entreprise individuelle pour exercer une activité commerciale, artisanale ou libérale (hormis certaines activités exclues), à titre principal ou complémentaire. Il offre des formalités de création d'entreprises allégées ainsi qu'un mode de calcul et de paiement simplifié des cotisations sociales et de l'impôt sur le revenu. Pour en bénéficier, l'entrepreneur individuel doit remplir les conditions du régime fiscal de la micro-entreprise. De nouvelles dispositions, définies par la loi Pinel du 18 juin 2014, s'appliquent depuis le 19 décembre 2014. Le micro-entrepreneur bénéficie ainsi :

- du régime micro-social ;
- d'un régime micro-fiscal ;
- d'une exonération temporaire de la cotisation foncière des entreprises ;
- d'une exonération ou d'une franchise de TVA du fait de son activité.

Avant le 19 décembre 2014, il bénéficiait également d'une dispense d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés (RCS) pour les commerçants ou au répertoire des métiers (RM) pour les artisans, sauf cas particuliers. Depuis la dispense a été supprimée mais l'immatriculation est gratuite.

Nomenclature d'activités française / NAF rév. 2, 2008

La nomenclature des activités économiques en vigueur en France depuis le 1^{er} janvier 2008 est la nomenclature d'activités française (NAF rév. 2). La NAF a la même structure que de la nomenclature d'activités de la Communauté européenne (NACE rév. 2) mais elle comporte un niveau supplémentaire, spécifique à la France, celui des sous-classes.

Nuitées

Nombre total de nuits passées par les clients dans un établissement ; deux personnes séjournant trois nuits dans un hôtel comptent ainsi pour six nuitées de même que six personnes ne séjournant qu'une nuit.

Pôle Emploi

Pôle Emploi est un opérateur du service public de l'emploi. Il est issu de la fusion entre l'ANPE et le réseau des Assedic qui est devenue effective par la loi du 13 février 2008 relative à la réforme du service public de l'emploi.

Population active (BIT)

La population active dite « au sens du BIT » regroupe la population active occupée et les chômeurs ; ces deux concepts étant entendus selon les définitions du Bureau International du Travail (BIT).

Sit@del2

Sit@del2 est une base de données du système statistique public relative à la construction neuve de logements et de locaux non résidentiels. Cette base est alimentée par les informations des permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir et déclarations préalables. Sit@del2 est la continuité de Sitadel, prenant en compte les nouvelles variables des formulaires mis en place lors de réforme du droit des sols en octobre 2007.

Taux de chômage

Le taux de chômage est le pourcentage de chômeurs dans la population active (actifs occupés + chômeurs). On peut calculer un taux de chômage par âge en mettant en rapport les chômeurs d'une classe d'âge avec les actifs de cette classe d'âge. De la même manière, se calculent des taux de chômage par sexe, par professions et catégories socioprofessionnelles (PCS), par région, par nationalité, par niveau de diplôme...

Taux de chômage (BIT)

Le taux de chômage au sens du Bureau International du Travail (BIT) est la proportion du nombre de chômeurs au sens du BIT dans la population active au sens du BIT.

Taux d'occupation (hôtellerie, hôtellerie de plein air)

Rapport entre le nombre de chambres (emplacements) occupés et le nombre de chambres (emplacements) offerts par les hôtels et campings ouverts. Il diffère du taux d'utilisation qui rapporte le nombre de chambres (emplacements) occupés au nombre de chambres (emplacements) total des hôtels et campings, qu'ils soient ouverts ou fermés.

Directeur de publication	Daniel Brondel
Rédactrice en chef	Maryse Cadalanu (Insee Rouen)
Secrétaire de rédaction	Claire Godin (Insee Rouen)
PAO	Françoise Lerond (Insee Caen)
Auteurs	Damien Barthélémy (Direccte Rouen) Bruno Blazévic (Insee Rouen) Elisabeth Borgne (Draaf) Pascal Capitaine (Dreal) Jean-François Eudeline (Insee Rouen) Étienne Silvestre (Insee Rouen) Catherine Sueur (Insee Rouen)
Contacts presse	Martine Chéron (Insee Rouen) Tél 02 35 52 49 75 martine.cheron@insee.fr Philippe Lemarchand (Insee Caen) Tél 02 31 45 72 88 philippe.lemarchand@insee.fr
	© Insee 2017

Bilan économique 2016

La reprise normande en retrait du niveau national

En 2016, avec 2 280 salariés de plus, l'emploi du secteur marchand non agricole a progressé pour la première fois en Normandie après quatre années consécutives de baisse. Cette hausse de 0,3 % est toutefois la plus faible des régions métropolitaines, et sensiblement en retrait de la moyenne nationale (+ 1,2 %).

Les emplois industriels continuent de subir des pertes (- 1,0 % contre - 0,8 % au niveau national), un rythme toutefois moindre que l'année précédente (- 1,5 % en 2015).

Le taux de chômage au sens du BIT s'élève à 9,9 % au 4^e trimestre 2016 (9,7 % au niveau national) et recule 0,3 point sur un an. Cette baisse est légèrement plus marquée qu'au niveau national (- 0,2 point). Fin 2016, 288 500 demandeurs d'emploi de catégories A, B ou C sont inscrits à Pôle emploi. Pour la première fois depuis 2007, leur nombre diminue sur un an (- 0,8 %).

En 2016, les créations d'entreprises ont progressé de 4,7 %, avec 18 000 créations, une hausse légèrement inférieure à la France métropolitaine (+ 5,6 %). Pour la deuxième année consécutive, le nombre d'autorisations de construire des logements augmente (+ 13 % après + 5 % en 2015), une tendance en phase avec l'évolution nationale. Dans les ports normands, le trafic diminue de 4,2 % au Havre à 6,7 % à Rouen. Le transport de passagers se porte mieux. Les risques d'attentats et la météo maussade en début d'année ont pénalisé la fréquentation touristique de la région en 2016. Le nombre de nuitées baisse de 1,7 % sur un an. La situation s'améliore toutefois en fin d'année. Le secteur agricole souffre en 2016 des aléas climatiques et des marchés saturés.

Conjoncture n° 8
mai 2017

ISSN 2493-7495

Insee Normandie

8 quai de la bourse - CS 21410
76037 Rouen cedex 1

5 rue Claude Bloch
BP 95137
14024 Caen cedex

Directeur de la publication :
Daniel Brondel

Rédactrice en chef :
Maryse Cadalanu

© Insee 2017